



« Lutter contre les discriminations »
Actions Développement Education
Recherche

NOTE DE RESTITUTION FINALE
DU PORTEUR DE PROJET

Ministère de la Ville, de la Jeunesse et des Sports

Direction de la Jeunesse, de l'Éducation Populaire et de la Vie Associative
Institut National de la Jeunesse et de l'Éducation Populaire
Mission d'animation du Fonds d'Expérimentation pour la Jeunesse

95, avenue de France – 75650 Paris CEDEX 13
www.experimentation.jeunes.gouv.fr





INTRODUCTION

Ce projet a été financé par le Fonds d'Expérimentation pour la Jeunesse dans le cadre de l'appel à projets APDOM n°4 lancé en mai 2014 par le Ministère chargé de la jeunesse.

Le Fonds d'Expérimentation pour la Jeunesse est destiné à favoriser la réussite scolaire des élèves et améliorer l'insertion sociale et professionnelle des jeunes de moins de vingt-cinq ans. Il a pour ambition de tester de nouvelles politiques de jeunesse grâce à la méthodologie de l'expérimentation sociale. A cette fin, il impulse et soutient des initiatives innovantes, sur différents territoires et selon des modalités variables et rigoureusement évaluées. Les conclusions des évaluations externes guideront les réflexions nationales et locales sur de possibles généralisations ou extensions de dispositifs à d'autres territoires.

Le contenu de cette note n'engage que ses auteurs, et ne saurait en aucun cas engager le Ministère.

Ministère de la Ville, de la Jeunesse et des Sports
Direction de la Jeunesse, de l'Éducation populaire et de la Vie associative
Institut National de la Jeunesse et de l'Éducation Populaire
Mission d'animation du Fonds d'Expérimentation pour la Jeunesse
95, avenue de France – 75650 Paris CEDEX 13

Pour plus d'informations sur l'évaluation du projet, vous pouvez consulter le rapport d'évaluation remis au Fonds d'Expérimentation pour la Jeunesse par l'évaluateur du projet sur le site www.experimentation.jeunes.gouv.fr



FICHE SYNTHÉTIQUE DU PROJET

<p style="text-align: center;">THÉMATIQUE : Lutte contre les discriminations Numéro du projet : APDOM4_13</p>
LE DISPOSITIF EXPERIMENTÉ
Titre : Lutter contre les discriminations
Objectifs initiaux : <ul style="list-style-type: none">- Renforcer les actions de prévention et d'éducation à la sexualité afin de prévenir les violences sexuelles- Développer des actions de prévention dans les quartiers et auprès de l'ensemble des communautés (haïtiennes, dominicaines, brésiliennes, gyanaises, noirs-marrons amérindiennes)- Appuyer, accompagner et former les salariés bénévoles en interne, et les partenaires sur la zone, les sensibiliser aux rapports sociaux liés à l'appartenance de genre- Développer des compétences de personnes relais identifiées dans les différentes communautés, milieux, tranches d'âge...
Public(s) cible(s) : Jeunes scolaires, public des centres spécialisés, associations partenaires, jeunes adultes en formation, bénévoles
Descriptif synthétique du dispositif expérimenté : Le projet mis en place depuis un an s'appuie sur la notion d'empowerment : à partir des compétences des personnes sensibilisées, renforcer et développer (via outils) leur pouvoir d'agir contre les stéréotypes sexistes.
Territoire(s) d'expérimentation : Centre Littoral gyanais (communes de Macouria, Sinnamary, Iracoubo), zones isolées et défavorisés
Valeur ajoutée du dispositif expérimenté : Le projet s'appuie sur les ressources personnelles des participants. La mutualisation des compétences de chacun, des questionnements contribuent à enrichir les connaissances et à faire émerger des réflexions et de nouvelles pratiques adaptées au multiculturalisme. Il est important que les jeunes soient acteurs afin de pouvoir initialiser une démarche de création avec la clé la production artistique. Les jeunes formés pourront contribuer au développement des compétences de leurs pairs et de confronter les différentes représentations.
Partenaires techniques opérationnels : <p>(1) <i>Partenaires initialement visés dans la convention :</i> Mairie de Kourou, de Sinnamary, de Macouria, CMCK, CHAR, AKATIJ, Croyances et santé sexuelle, Li Bi Na WA, Dynamic Mouv, Patawa, ASCG, Centre de Formation, PMI, MFPP, ASE, Gendarmerie, infirmiers libéraux, scolaires, ADPEP, APS village, Centre de santé, associations des jeunes du village, autres partenaires au niveau local et régional : ARS, COREVIH, arbre fromager, rectorat, établissements scolaires</p> <p>(2) <i>Partenaires effectifs de l'expérimentation :</i> Mairie de Kourou, de Sinnamary, de Macouria, CMCK, CHAR, AKATIJ, Croyances et santé sexuelle, Li Bi Na WA, Dynamic Mouv, Patawa, ASCG, Centre de Formation, PMI, MFPP, ASE, Gendarmerie, infirmiers libéraux, scolaires, ADPEP, APS village, Centre de santé, associations des jeunes du village, autres partenaires au niveau local et régional : ARS, COREVIH, arbre fromager, rectorat, établissements scolaires</p>
Partenaires financiers (avec montants) : <p>Politique de la ville : 17 000 € ; Ministère de l'Outre-mer : 16 000 € ; CGSS : 5 000 € ; Direction Alimentation, Agriculture et Forêt : 5 000 € ; DRJSCS : 13 500 € ; ARS : 267 500 € ; Collectivité territoriale : 5 000 € ; Agence de service et de paiement : 70 744 € ; Aides Privées : Sidaction – Solidarité Sida : 49 800 €</p>

Durée de l'expérimentation : (1) <i>Durée initiale</i> : 24 mois du 1 ^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2016 (2) <i>Durée effective</i> : 24 mois
LE PORTEUR DU PROJET
Nom de la structure : ADER Type de structure : <i>Association</i>
L'ÉVALUATEUR DU PROJET/ DU PROGRAMME
Nom de la structure : QUADRANT CONSEIL Type de structure : <i>Société coopérative et participative (SCOP)</i>



PLAN DE LA NOTE DE RESTITUTION

Introduction	6
I. Rappel des objectifs et du public visé par l'expérimentation	7
II. Public visé et bénéficiaires de l'expérimentation	7
II.1 Public visé	7
II.2 Bénéficiaires directs.....	9
II.3 Statistiques descriptives	9
II.4 Analyse qualitative	10
II.5 Bénéficiaires indirects.....	11
II. Déroulement de l'expérimentation	12
II.1 Actions Prévues	12
II.2 Actions mises en œuvre	12
II.3 Partenariats	17
<i>II.3.1 Partenaires opérationnels</i>	17
<i>II.3.2 Partenaires financiers</i>	18
II.4 Pilotage de l'expérimentation	18
II.5. Difficultés rencontrées.....	19
III. Enseignements généraux de l'expérimentation	20
III.1. Modélisation du dispositif expérimenté	20
III-2 Enseignements et conditions de transférabilité du dispositif.....	20
<i>III-2.1 Public visé</i>	20
<i>III-2.2 Les actions dans le cadre du dispositif</i>	21
III.3 Partenariats, coordination d'acteurs et gouvernance	22
III.4 Impacts sur la structure.....	23
Conclusion	24

Introduction

L'épidémie du VIH-Sida reste, en Guyane, extrêmement préoccupante et présente des spécificités locales marquées. Avec un pourcentage de femmes enceintes, de séropositives supérieures à 1% depuis plus de 10 ans, la Guyane reste de loin le département français le plus touché par l'infection VIH. Comme le souligne l'OMS, « *Bien qu'au niveau mondial il y ait à peu près autant de femmes que d'hommes qui souffrent du VIH, les chiffres globaux cachent des différences considérables quant à ce que la maladie implique pour les hommes et les femmes. Certaines de ces différences sont dues à des particularités biologiques, mais dans la plupart des cas elles résultent de normes définies par la société. (...) Les normes de genre peuvent aussi avoir un impact sur la transmission du VIH. Dans bien des régions, par exemple, les normes de genre permettent aux hommes d'avoir plus de partenaires sexuels que les femmes. A cause des facteurs biologiques mentionnés plus haut, cela signifie que dans des biens des régions où les rapports hétérosexuels sont le principal mode de transmission du VIH, les taux d'infection sont beaucoup plus élevés parmi les jeunes femmes que parmi les jeunes hommes. (...) De nombreux concourent à indiquer que les inégalités entre les sexes augmentent la vulnérabilité des femmes et des filles au VIH* ».

La réduction des risques sexuels en Guyane est une priorité de santé publique. Pour faire de la prévention des risques sexuels, il faut parler de sexualité, pour parler de sexualité, il est nécessaire de faire parler de la relation à l'autre sexe et de ce qui est en jeu dans cette relation, des différences et des inégalités. Les violences faites aux femmes sont un point central dans la lutte contre les violences faites aux femmes, d'où le souhait de l'association ADER d'axer la réflexion sur l'éducation sexuelle et la construction de soi par rapport à l'autre sexe.

Par ailleurs, la population de la Guyane est très jeune. Les moins de 20 ans représentent 43,3% de la population contre 25,7% en métropole. La jeunesse explique en partie la fécondité importante, la proportion de femmes en âge de procréer est supérieure à celle observée en France hexagonale. En moyenne, une femme a 4 enfants en Guyane. C'est deux fois plus qu'en métropole. La prévention en terme de réduction des risques sexuels est primordiale auprès de l'ensemble de la population et notamment de la jeunesse, qu'elle soit scolarisée ou non. ADER intervient donc dans les établissements scolaires, les structures d'insertion professionnelle et de prise en charge des adultes migrants.

Les acteurs du centre littoral qui relèvent de notre territoire d'intervention sont peu nombreux et les besoins augmentent. La coordination des actions, le renforcement des compétences des partenaires, l'organisation régulière d'événementiels et l'impulsion de nouveaux modes d'intervention sont plus que jamais nécessaires afin d'atteindre les publics vulnérables, d'endiguer cette épidémie et d'éviter de nouvelles contaminations.

C'est dans ce contexte que l'association ADER a expérimenté son projet pendant 2 ans : 2015 et 2016. Les caractéristiques du projet, outre l'approche par les stéréotypes sexe et genre, sont l'implication des pairs, des bénévoles dans le projet comme acteur de la réflexion et des modifications des représentations des jeunes. Cette expérimentation s'est déroulée sur le centre littoral avec une population multiculturelle.

I. Rappel des objectifs et du public visé par l'expérimentation

L'expérimentation est intégrée dans un projet « Parlons-en encore ! » qui existe depuis 2012. Ce programme a toujours été axé sur la réduction des risques sexuels et les rapports de genre. La volonté d'insister particulièrement sur les rôles sexués, les représentations sexistes et les violences qui peuvent en découler est née de la pratique de terrain de l'animateur. Aborder la sexualité telle qu'elle est vécue par les jeunes devient nécessaire pour faire évoluer les représentations et les pratiques.

L'objectif de l'expérimentation est :

- Renforcer les actions de prévention et d'éducation à la sexualité afin de prévenir les violences sexuelles
- Développer des actions de prévention dans les quartiers et auprès de l'ensemble des communautés (haïtiens, dominicains, brésiliens, guyanais, noirs-marrons amérindiens)
- Appuyer, accompagner et former les salariés bénévoles en interne, et les partenaires sur la zone, les sensibiliser aux rapports sociaux du genre
- Développer des compétences de personnes de relais identifiées dans les différentes communautés, milieux, tranches d'âge...

II. Public visé et bénéficiaires de l'expérimentation

II.1 Public visé

Le projet concerne les jeunes du Centre Littoral Guyanais : commune de Kourou, Macouria, Sinnamary, Iracoubo scolarisés ou non. Les jeunes représentent 58% de la population de Kourou, Sinnamary, Iracoubo. Le partenariat s'est construit avec les structures qui concernent cette population : les établissements scolaires, les centres spécialisés : Centre Education Renforcé, foyers, ESAT, Maison d'Accueil Spécialisée, chantier d'insertion et des associations partenaires : AKATIJ, Li Bi Na Wan, mission locale, APS-village, PIJ, jeunes adultes en formation : AFPA, GRETA, CIFED...

Les partenaires ont bien accueilli cette proposition de prévention vis-à-vis de leur public.

Le projet était prévu pour les jeunes du Centre littoral Guyanais (commune de Macouria, Sinnamary, Iracoubo et Kourou) scolarisés ou non. Les actions se sont essentiellement déployées sur les communes de Kourou, Macouria, Matoury et Cayenne. Cependant, les actions auprès des jeunes du lycée professionnel, compte tenu de leur recrutement pour des sections spécifiques touchent tous les jeunes de la Guyane. Le territoire d'intervention inclut bon nombre de quartiers inclus dans la politique de la ville à Kourou (Eldo, le Vieux bourg, le village Saramaka, le quartier de l'Anse) à Macouria (Soula 1, Soula 2, Sablance, Tonate) et des zones rurales isolées (Iracoubo) à Matoury (le Bourg). L'action s'étend à un niveau départemental, sans prétendre couvrir tout le département de la Guyane qui est très vaste en superficie.

Le public initialement visé est composé de jeunes, de partenaires et du grand public. C'est la population que nous touchons habituellement dans des actions de prévention santé sexuelle. Ce projet a permis d'introduire une nouvelle approche orientée sur les stéréotypes et genre pour les actions de prévention et d'expérimenter une méthodologie de transferts de compétences par les acteurs ou relais : jeunes, pairs, bénévoles, encadrants.

Le public :

- Les jeunes scolaires collégiens et lycéens, les jeunes en centre spécialisé pour ceux qui ne sont pas scolarisés (Centre d'Education Renforcé, foyers, ESAT, Maison d'Accueil Spécialisée, chantiers d'insertion de la PJJ-Protection Judiciaire de la Jeunesse) associations des partenaires.
- Les jeunes et les professionnels en formation dans le cadre de formation continue ou en formation d'animateur avec la DRJSCS.
- Les bénévoles de l'association : L'équipe d'ADER, par l'entremise de son animateur de prévention, anime régulièrement des modules de formation à destination des bénévoles.
- Le « grand public », à travers les stands de prévention tenus lors de différentes manifestations.

Dans son projet initial, ADER a réalisé les estimations suivantes :

Nombre de collégiens/lycéens sensibilisés : 600

Nombre de jeunes adultes sensibilisés : 200

Nombre de professionnels formés : 40

Nombre d'animations de proximité organisées : 15 avec une estimation de personnels touchés : 2000

II.2 Bénéficiaires directs

Comme cette expérimentation était intégrée à un programme plus large intitulé « Parlons-en encore ! », l'animateur a réalisé dans ce cadre-là des interventions auprès des établissements scolaires lycée et collège, des établissements spécialisés, des adultes en formation.

Animation	2015	2016
Etablissements scolaires	497	529
Interventions auprès des jeunes adultes	89	97
Interventions dans les établissements spécialisés	68	31

A cela s'ajoute les animations de proximité qui ont été organisées ce qui correspond à 31 stands ce qui a permis de rencontrer **1083 personnes**.

II.3 Statistiques descriptives

Nombre de bénéficiaire sur les deux années :

	Bénéficiaires entrés l'année 1	Bénéficiaires entrés l'année 2	Bénéficiaires entrés l'année 3	Bénéficiaires entrés pendant toute la durée du projet
Nombre de bénéficiaires directement touchés par l'action				
Jeunes	73	52		125
Adultes	57	47		104
Nombre total de bénéficiaires	130	99	0	229

		Bénéficiaires entrés pendant toute la durée du projet
Nombre de bénéficiaires directement touchés par l'action à l'entrée du dispositif, par caractéristiques		
1. Jeunes		
Âge		
Moins de 6 ans		
6-10 ans		25
10-16 ans		
16-18 ans		15
18-25 ans		85
Autres : (préciser)		
Autres : (préciser)		
Situation		
Elèves en pré-élémentaire		
Elèves en élémentaire		25
Collégiens		
Lycéens en LEGT		
Lycéens en lycée professionnel		84
Jeunes apprentis en CFA		
Étudiants du supérieur		
Demandeurs d'emploi		
Actifs occupés		
Autres : service civique		10
Autres : jeunes déscolarisés		6
Niveau de formation		
Infra V		31
Niveau V		94
Niveau IV		
Niveau III		
Niveau III		
Niveau I		
Sexe		
Filles		61
Garçons		64
2. Adultes		
Qualité		
Parents		
Enseignants		
Conseillers d'orientation-psychologues		
Conseillers principaux d'éducation		
Conseillers d'insertion professionnelle		2
Animateurs		48
Éducateurs spécialisés		
Autres : bénévoles de l'association- professionnels des établissements scolaires en dehors des enseignants		23
Autres : stands de prévention et animations grand public		31

II.4 Analyse qualitative

Dans cette expérimentation, ADER a touché tous les publics : jeunes, adolescents, préadolescents, préélémentaires, adultes en formation.

Plus précisément, il s'agissait des jeunes lycéens, collégiens et des enfants à l'école primaire. Au lycée à Kourou, les jeunes internes choisis pour être jeunes relais viennent de toute la Guyane y compris des communes isolées.

Il a concerné des jeunes de qualification de niveau V aussi bien des jeunes filles que des jeunes hommes. La majorité avait entre 18 et 25 ans.

Le collège ciblé initialement n'a pas été en mesure de participer à l'expérimentation ce qui nous a conduit à élargir notre public à des jeunes animateurs. Cette nouvelle orientation nous a paru pertinente. En effet, toucher les jeunes dès leur plus jeune âge est essentiel donc il est important de former les personnes qui les encadrent et donc de former les futurs animateurs. Ces actions à destination des animateurs ont concerné des adultes de tous les âges.

Trois types de publics ont été choisis :

- les animateurs en péri-scolaire
- les animateurs en formation
- les stagiaires dans des formations

Cette expérimentation a touché aussi nos bénévoles qui sont la plupart du temps issus de notre public, généralement issus des communautés présente sur le territoire (Guyana, brésilienne, amérindienne, bouchiningué...).

Les actions grand public qu'organise ADER touchent tous les publics, jeunes, adultes, familles, populations spécifiques de tous les niveaux d'étude et d'emploi. Ces actions sont intégrées à notre programme Parlons-en encore.

II.5 Bénéficiaires indirects

Les bénéficiaires indirects sont l'ensemble des jeunes du lycée, plus largement l'ensemble des enseignants ou professionnels du lycée à qui on a pu présenter les affiches lors de la journée de la femme. Ce sont aussi les médiateurs de l'association ADER et par leur intermédiaire, notre public direct c'est à dire les travailleurs du sexe et les personnes vivant avec le VIH. Les points d'étapes de cette expérimentation ont été exposés en réunion d'équipe en présence de tous les professionnels. Ce qui permet une réflexion collective. Il a également concerné les bénévoles de l'association, ceux qui ont participé à l'expérimentation et ceux qui n'y ont pas participé, les membres du bureau et les adhérents de l'association. Cette réflexion nous a permis d'avoir une approche différente de la prévention des risques sexuels et donner une autre dimension à notre action.

La connaissance de ce projet a suscité des demandes de formation. L'association a eu alors différentes sollicitations des professionnels en milieu scolaire (collège de Maripasoula et commune de Matoury) sur la question des violences sexuelles. C'est une thématique qui fait écho à des préoccupations fortes des professionnels qui sont peu armés pour faire face aux situations auxquelles ils sont confrontés. Il y a peu d'acteurs qui interviennent sur le sujet d'où l'importance d'outiller les professionnels. L'Agence Régionale de Santé a été aussi très intéressée par ce projet.

II. Déroulement de l'expérimentation

II.1 Actions Prévuees

Les actions prévues ont été déclinées en 4 axes :

Actions 1 : Mise en place de sessions d'éducation à la sexualité, en milieu scolaire, en centres spécialisés, en centre de formation. Ces sessions visent à parler de soi, du rapport à l'autre, à transmettre des connaissances qui peuvent ensuite modifier les pratiques et faire évoluer les stratégies personnelles de réduction des risques. Elles sont destinées aux hommes et aux femmes car il est important d'impliquer les deux sexes dans la lutte contre les discriminations, les violences et les inégalités. Elles jouent un rôle important dans la lutte contre les inégalités entre les sexes car elles participent notamment à doter les femmes et les filles de capacités leur permettant de négocier des rapports sexuels protégés, améliorer l'accès des jeunes filles et des femmes aux services de santé sexuelle et reproductive et aux informations dans ce domaine, sensibiliser les hommes à la prévention, au respect, à la notion de plaisir, de désir. Repérer et mobiliser des jeunes relais autour d'une action comme la journée de la femme.

Actions 2 : Former des bénévoles, leur donner un regard critique sur les stéréotypes sexistes et les pousser à questionner ces stéréotypes. Les bénévoles seront repérés, par leur sensibilité autour de la question, à travers les différentes actions mises en place par l'équipe et invités aux formations.

Actions 3 : Former des professionnels (professeurs, infirmiers, éducateurs...) à intervenir sur l'éducation à la sexualité, leur donner des outils d'animation pour travailler sur les représentations des jeunes et ouvrir ainsi une réflexion sur les rôles sexuels.

Actions 4 : L'association est sollicitée pour animer des stands de prévention lors des différentes manifestations, notamment durant la période du carnaval, les soirées à thème organisées par les associations pendant la période estivale. Ces stands permettent à la rencontre du grand public qui ne vient pas spontanément au local. Ces animations permettent d'être bien identifiées par les jeunes comme une structure ressource.

II.2 Actions mises en œuvre

Pour l'année 2015-2016, il a été décidé de cibler deux établissements : un collège et un lycée et chercher à impliquer un groupe d'élèves relais dans une action auprès d'autres jeunes. Malgré son intérêt, le collège n'a pas pu mener ces actions pour des raisons internes. Les actions ont été alors réorientées vers des structures accueillant des jeunes, mais aussi des structures relais de l'offre de formation pour toucher les professionnels.

Le projet a pour philosophie l'empowerment : il s'agit de s'appuyer sur les compétences des jeunes avec une approche positive de la santé pour les conduire à devenir « jeunes relais ». Ce projet est venu renforcer un travail enclenché auprès des jeunes. Ces actions étaient intégrées dans une dynamique globale de prévention.

Les actions ont consisté à faire prendre conscience des différences entre les genres sur le plan physique, psychologique, social. Il s'agissait de réfléchir sur les relations hommes/femmes du point de vue affectif et social et de comprendre l'impact du genre dans la sexualité et la prévention du risque sexuel. La méthodologie était interactive. Les regards croisés des participants et la mise en perspective avec des concepts ont permis de déconstruire certaines représentations pour reconstruire, pour certains, d'autres schémas. Les outils utilisés sont peu nombreux mais ce sont des outils de libre expression et de créativité : brain storming, page blanche, dessin, zone d'acceptation...

Formation de jeunes-relais :

Les échanges entre les partenaires qui ont construit le projet ont mis en évidence que pour recueillir l'adhésion des jeunes, il faut leur permettre d'être dans l'action, dans le concret, dans une démarche de création. Les professionnels du contrat de ville qui travaillent avec des médiateurs intervenants dans plusieurs quartiers de Kourou ont proposé de traiter cette question d'interventions sur la question d'égalité des sexes dans la sexualité et la prévention à travers une création artistique. Les jeunes s'investissent dans une action qui peut servir de point d'appui pour les faire adhérer à une démarche. C'est ainsi que l'idée de la création d'un support audio est née. Ce support serait l'aboutissement, la concrétisation d'une démarche. Les objectifs :

- Créer un groupe de jeunes artistes relais sur les quartiers de Kourou ;
- Faire émerger une réflexion sur les stéréotypes sexistes et leurs impacts en terme de relations amoureuses/sexuelles et sur la prévention ;
- Créer des chansons sur la base d'une réflexion ;
- Faire passer des messages pour les jeunes et par les jeunes ;
- Impliquer les jeunes dans la diffusion des messages auprès de leurs pairs.

Six sessions ont eu lieu : 3 sessions entre septembre et décembre 2015, puis 2 entre janvier et mars 2016. Le projet de départ de créer un support audio est resté en attente du fait de modifications organisationnelles de la part de l'équipe du contrat ville liée à l'ouverture d'une nouvelle maison de quartier sur la commune de Kourou. Un autre projet, dans la même veine, a été élaboré, celui de la création d'une affiche « Fanm ke Nanm menm komba », l'objectif de ce groupe a été alors de réaliser des affiches pour la journée de la femme (8 mars 2016). Des séances de discussion et de réflexion ont été menées. Le processus de distinction entre ce qui relève de la différence et de l'inégalité entre hommes et femmes a permis de faire le parallèle avec les questions de racismes. Pour l'affiche, un des meilleurs slogans « Si je peux, elle peut ! ». Une attention particulière a été portée sur les échanges qui ont eu lieu au sein du groupe, dans l'environnement plus large des jeunes. Un temps d'échange à mi-parcours a permis de savoir quel jeune avait essayé d'en parler autour de lui et quelles réactions cela avait provoqué. La concrétisation du projet par des affiches à exposer a donné un intérêt à l'action par l'action et une dynamique collective autour de ce projet.

Figure 1 : Illustrations des ateliers de travail et des affiches réalisées par le groupe de jeunes de l'internat du lycée Castor¹



L'aboutissement du travail du groupe de jeunes a été présenté le 9 mars à l'ensemble de l'établissement. Les jeunes auraient souhaité donner à leur projet une autre dimension avec la création d'un support visuel qui aurait été diffusé dans la ville mais ce projet d'une autre envergure n'a pas pu être réalisé.

Jeunes :

Trois interventions ont été animées au sein de la **Protection Judiciaire de la Jeunesse auprès des mineurs sous mandat judiciaire**. Ces jeunes ont des parcours difficiles. Les interventions réalisées par l'association représentent un espace de libre expression dans lequel ils peuvent se questionner, questionner leurs représentations, leurs désirs, leurs relations à l'autre et à la violence.

A la demande du directeur de l'école Emile Nezes (Kourou) et suite à des problèmes de violences liées au genre au sein de l'établissement (intrusion dans les toilettes des filles, attouchements), une intervention a été proposée au sein **d'une classe de CM2 de 25 élèves** sur la relation à l'autre, les différences et le sexisme.

Former des professionnels :

Le volet prévu auprès des professionnels n'a débuté qu'au second semestre 2015 du fait de la mise en suspend des formations réalisées en partenariat avec le rectorat. Nous avons donc réorienté cette partie du projet vers les animateurs du péri scolaire (en partenariat logistique avec la DJSCS). Les actions ont été menées en direction d'intervenants auprès de jeunes. L'objectif étant de former des personnes relais en capacité d'intervenir auprès du plus jeune âge sur la transmission et l'intégration des préjugés genres. L'enjeu est d'ouvrir chez les professionnels qui accompagnent les jeunes au quotidien, une réflexion sur les relations filles/garçons dans les différentes sphères en Guyane (famille, école...), d'identifier les stéréotypes véhiculés dans le quotidien et comprendre comment ils se construisent. Cette étape permet de définir la notion de sexisme en tant que discrimination et de comprendre comment elle se construit à partir des stéréotypes. Il s'agit de réfléchir à l'impact direct des questions de genre dans les pratiques professionnelles des participants et aux conditions à créer pour faire évoluer ses pratiques.

¹ Le slogan en créole guyanais « *Fanm ké nom'm menm bet !* » peut se traduire par « *Femmes et hommes : même valeur !* »

- Animateurs/trices en périscolaires : 2 sessions ont été mises en place avec un même groupe de 10 personnes. Fort de l'expérience précédente, il a été demandé de pouvoir intervenir plusieurs fois auprès des mêmes participants afin de permettre un temps de réflexion entre les deux sessions et de favoriser les échanges de pratiques entre les professionnels. Dans un premier temps, les professionnels ont cherché à identifier les stéréotypes véhiculés dans le quotidien et à comprendre comment ils se construisent. Puis dans un second temps, ils ont été amenés à définir la notion de sexisme en tant que discrimination et à comprendre comment elle se construit à partir des stéréotypes. Enfin, la mise en application concrète des questions de genre dans les pratiques professionnelles quotidiennes des participants, vise une modification progressive des pratiques.

- Professionnels de l'animation au sein des structures OKA et le CIFED. Ils ont bénéficié de ces mêmes sessions présentées précédemment. Ces futurs professionnels ne travaillent pas encore mais seront probablement au cours de leur parcours en contact avec des jeunes. Pour les actions menées auprès des professionnels, le premier résultat attendu est le changement de pratiques, par exemple dans les types de jeux qu'ils proposent aux filles et aux garçons. Dans un second temps, ces derniers pourraient relayer à leur tour les connaissances acquises, à commencer dans leur propre structure.



- Jeunes en formation pour préparer le Brevet Professionnel de l'éducation de la Jeunesse de l'Education Populaire et du Sport niveau IV. Il s'agissait de former des professionnels intervenants auprès des jeunes. Trois sessions ont été réalisées de septembre à octobre 2016. Cette formation s'est déroulée sur trois semaines. La première séance a été consacrée à des apports théoriques. Lors de la deuxième séance, il s'agissait d'identifier des situations discriminantes dans le cadre professionnel dans l'objectif de prendre conscience quant aux enjeux de ces situations, de la place de l'autre mais aussi des aides et alternatives possibles pouvant être mobilisées. L'animateur a accompagné le groupe pour qu'il identifie des jeux mixtes ou non mixtes, proposition de jeux, court métrage. L'objectif était de

construire un projet concret en fonction de l'apport des participants lors de la troisième séance. Le groupe s'est construit au fur et à mesure et les outils pédagogiques ont été choisis en lien avec les besoins exprimés. Il s'agit aussi de constituer un répertoire de personnes ressources en partageant les contacts/ressources des partenaires mobilisés sur les thématiques femmes, violences, égalité, adolescence...

Formation au théâtre de l'Entonnoir à destination des jeunes en service civique : Cette formation a été animée en septembre 2016 par la coordinatrice et par un bénévole formé. Elle s'est déroulée sous forme de deux sessions. Pour la première intervention, il s'agissait de définir et de distinguer sexe et genre, et identifier les représentations/stéréotypes de genre et de leurs impacts : de la différence et à l'inégalité. La deuxième séance était consacrée à identifier ses propres représentations et d'en identifier les impacts dans la vie affective, amoureuse, relationnelle. La dimension culturelle de la définition du genre a rapidement émergé. Les participants ayant entre 19 ans et 24 ans, la volonté d'émancipation par rapport valeurs/traditions des parents est forte. Les filles ont exprimé un mécontentement face aux inégalités, les garçons ont exprimé leur désaccord face aux représentations qui leur étaient renvoyées. La question de l'homosexualité a été abordée et a fait débat. Le groupe a exprimé ses opinions. Un travail important sur les zones de tolérances a été effectué. Il est important de repréciser les notions de respect mutuel, l'acceptation de l'autre dans sa différence.

- **Former des bénévoles :** Des bénévoles ont été formés sur le VIH /IST, l'accueil des personnes, le dépistage et les techniques d'animation.

Parmi eux, 4 personnes étaient issues du public d'ADER, ce qui leur donne une double dimension : bénévoles/personnes relais.

ADER cherche à susciter un regard critique sur les stéréotypes sexistes et encourage les bénévoles à questionner ces stéréotypes. L'identité d'ADER s'est construite sur les valeurs fondamentales de respect des personnes, de non discrimination, de confidentialité. Nous abordons aussi la question des sexualités ce qui pousse encore plus loin le questionnement autour des rôles sexués. Nous cherchons à transmettre un regard critique sur les idées préconçues sur les rôles hommes/femmes. Toute personne qui choisit de s'investir à nos côtés doit être prête à respecter ces valeurs dans ses actions auprès d'ADER.

Les séances ont suscité l'intérêt de l'ensemble des participants, par les discussions, les échanges, l'étonnement ainsi que des témoignages.

Ce fut une expérience unique, un bon challenge, des échanges interminables sur l'égalité homme/femme. Les participants rêvent d'une nouvelle société où l'égalité entre fille et garçon prime tout en sachant que le travail doit commencer maintenant.

Sensibilisation du grand public

De janvier 2015 à 2016, des actions grands publics se sont déroulés : stands de prévention tenus lors de manifestations (Tournoi de basket, fête patronale, tour de Guyane) avec de nombreuses actions de prévention ont été organisées, dont 2 à l'occasion de la journée de la Femme (le 5 et le 7 mars), à Kourou et à Macouria avec un focus spécial sur les stéréotypes de genre et la question des violences sexuelles. Une des deux actions a été réalisée en partenariat avec le Planning familial 973.

L'association ADER est présente dans toutes les grandes manifestations de la Guyane : carnaval, Sidaction, les journées caraïbéennes du dépistage, la journée mondiale du sida.

1083 personnes au total ont été rencontrées lors de la tenue de ces stands.

II.3 Partenariats

II.3.1 Partenaires opérationnels

Nom de la structure partenaire	Type de structure partenaire	Rôle dans l'expérimentation
Lycée Elie Castor de Kourou	Etablissement scolaire	Montage du projet – lieux d'expérimentation
Ecole Emile Nézes	Etablissement scolaire	Actions de sensibilisation
Centre d'Education Renforcé de Cacao	Etablissement Spécialisé	Actions de formation
Ciel de Case	Maison d'enfants à caractère social	Actions de sensibilisation
Association ADEPEP	Association	Actions de formation
CIFED AKATIJ	Association	Actions de formation
OKA Formation	Centre de formation pour adultes	
Protection Judiciaire de la Jeunesse	Administration	Actions de formation
DRJSCS	Administration	Actions de sensibilisation ET de formation
Mairie de Matoury	Collectivité	
APROSEP	Association	Actions de formation
Association Théâtre de l'Entonnoir	Association	Actions de formation
Rectorat	Administration	Elaboration du projet

II.3.2 Partenaires financiers

Financements	Part de ces financements dans le budget total de l'expérimentation (hors évaluation) en %
Fonds d'Expérimentation pour la Jeunesse	30 000 € soit 5,66% du budget total
Cofinancements extérieurs à la structure : Etat – Région (ARS, Ministère de l'Outre Mer, DRJSCS, Politique de la ville, commune, DRIV/CGET, Sidaction, Solidarité Sida)	530 000 €
Autofinancement	

II.4 Pilotage de l'expérimentation

Deux réunions du comité de suivi étaient prévues par an. Dans la réalité, le comité de suivi s'est réuni une fois par an. Les modifications au cours du projet n'ont pas permis de garder un comité de pilotage fixe. Les deux réunions ont permis de réunir les acteurs engagés dans le projet : Lycée Elie Castor, Association ADER, les jeunes-relais et de définir les étapes à venir. La DJSCS n'a pu participer au comité de pilotage. L'Agence Régionale de Santé souhaitait également être impliquée dans cette instance mais elle n'a pu être présente aux réunions.

Au vu de l'évaluation réalisée en mai par Quadrant Conseil, il nous a semblé peu pertinent de mobiliser à nouveau le COPIL à si peu d'intervalle. Les nouveaux partenaires au cours du premier semestre sont la DJSCS, l'école Emile Nezes (Kourou), le CIFED (association AKATIJ), OKA formation.

La DJSCS est devenue un partenaire opérationnel avec qui ADER a mis en place les sessions de formation auprès des professionnels des animations périscolaires.

Au dernier trimestre 2016, l'association ADER a dû faire face à des changements importants dans son équipe qui a été entièrement renouvelée avec l'arrivée d'un nouvel animateur, de nouvelles médiatrices et le remplacement du congé maternité de la coordinatrice. Actuellement, l'équipe est stabilisée.

Les réunions d'équipe qui ont lieu chaque lundi ont permis de faire le point du projet.

II.5. Difficultés rencontrées

La difficulté principale réside dans la gestion des imprévus et des modifications autour du projet. En Guyane, les acteurs changent et la pérennisation des actions exigent une mobilisation de tous lors du turn over des personnels et des partenaires, et un temps de réappropriation pour les partenaires et professionnels nouveaux. Une autre difficulté a résidé dans le manque de temps et l'absence d'outils spécifiques.

Cependant, les partenariats sont solides et durables ce qui permet malgré tout l'aboutissement des projets. Leur volonté de travailler ensemble est la clé du succès. L'association est bien implantée sur le territoire et continue à conduire des actions de prévention en prenant en compte la question des stéréotypes.

III. Enseignements généraux de l'expérimentation

III.1. Modélisation du dispositif expérimenté

**Parcours d'un jeune en internat en lycée professionnel
En CAP ou bac pro
Venant de communes isolées ou pas de Guyane
Population multiculturelle**



III-2 Enseignements et conditions de transférabilité du dispositif

III-2.1 Public visé

Les jeunes ou les adultes ont bénéficié de ces actions parce qu'il appartenait à une classe ou à un groupe, mais pas pour leur niveau de motivation ou d'implication. Comme nous l'avons déjà vu, le public visé a été ajusté en cours de la mise en place des actions. Au départ, c'était surtout les jeunes scolarisés ou non qui étaient concernés. Par la suite, il a été jugé plus pertinent d'impliquer les professionnels, formateurs et animateurs dans cette formation

pour qu'ils puissent intervenir de façon transversale et intervenir auprès des enfants dès leur plus jeune âge.

Pour atteindre le public final, il est important d'agir à tous les niveaux enseignants, encadrants, animateurs, professionnels. Pour donner toute l'envergure à ce projet, il est nécessaire qu'il soit transversal et en filigrane des interventions de chacun. Cette expérimentation doit s'inscrire dans un projet plus large, porté par un professionnel de l'établissement scolaire, un professeur, une infirmière ou le chef d'établissement lui-même. Par exemple, les jeunes de l'internat ont été choisis pour leur disponibilité et la possibilité de mettre en place des actions en continu. Ce qui permettait d'inscrire les actions dans la continuité, dans le temps et dans la durabilité (6 sessions). La construction de nouvelles représentations s'inscrit sur du long terme. Les conditions de réalisation étaient réunies. Cependant, les jeunes n'étaient pas semble-t-il toujours motivés ou partie prenante du projet ou ils n'étaient pas suffisamment impliqués. Le choix aurait pu être sur la base du volontariat avec des élèves ayant le désir de s'impliquer. Il est souhaitable de bien choisir les jeunes dès le départ et de veiller tout au long de la démarche à la dynamique du groupe. Lorsque ces jeunes seront devenus des personnes ressources, il est souhaitable qu'ils aient une légitimité au sein de l'établissement, qu'ils soient connus et reconnus pour leurs compétences et qu'ils soient identifiés. Il est important de valoriser les jeunes.

ADER valorise les actions des usagers en leur permettant de devenir acteur de l'association par la réalisation d'actions et l'animation de sessions de formation.

Dans le cadre d'une expérimentation de 2 ans, de nombreux événements peuvent surgir et il est important de réajuster le projet en fonction des besoins émergents, mais aussi en fonction des contraintes qui peuvent apparaître au cours de l'expérimentation.

III-2.2 Actions dans le cadre du dispositif

Il est important de capter l'attention des jeunes sur ce sujet par des moments conviviaux. Sa clé de réussite dépend aussi de son attractivité. C'est la raison pour laquelle la création artistique a été mise en avant comme source de réussite.

L'étalement des actions sur plusieurs mois permet un travail durable. Les modifications des représentations s'inscrivent alors dans le temps. La construction collective d'affiche a été moteur. Il semble qu'il soit important que les jeunes puissent valoriser une production commune en la diffusant auprès du grand public. Cette dernière étape n'a pas pu être réalisée en l'absence de moyens. Selon un partenaire du lycée, il aurait été souhaitable de trouver un moyen plus captif que des affiches, des outils où les jeunes puissent être davantage acteurs. D'autres formes d'art pourraient être utilisées comme les spectacles vivants, la musique. Il aurait été intéressant d'évaluer en amont le coût de cette production artistique pour mettre en place ce projet.

Pendant la séance, il est nécessaire que les jeunes passent par une étape d'identification des représentations à l'aide d'outils projectifs. L'infirmière interrogée souhaiterait qu'il y ait une diversité dans les outils et qu'ils soient adaptés à la population Guyanaise (c'est-à-dire multiculturel).

L'animation des groupes est un point très important. L'animateur doit être à la fois bienveillant, à l'écoute avec une attitude de non jugement et cadrant. Il est important qu'il n'y ait pas « de dérapage » au sein du groupe. Il est souhaitable que celui-ci recadre les élèves en cas de propos non acceptable et qu'il puisse remettre ces propos en perspective avec la loi, la réglementation ou les règles du groupe qui ont été définies au préalable. Ces aspects ne dépendent pas du contexte. En revanche, les aspects multiculturels et les approches différentes en fonction des différentes communautés sont à aborder comme une particularité de l'expérimentation. L'animateur doit accueillir les propos des élèves de chaque communauté et les mettre en perspective avec la théorie ou des concepts. La modification des représentations et des croyances s'appuie sur l'élargissement des champs de la connaissance. La confrontation des points de vue entre la méfiance et la tolérance conduit le groupe à se questionner ou requestionner. Des thèmes ont pu être abordés comme la différence et l'inégalité. La confrontation des regards croisés permet d'envisager des alternances à certaines croyances bien ancrées.

Ces actions ne sont pas faciles à mettre en place car elles sont « consommatrices de temps » pour les jeunes. Un cours de 45mn ne donne pas suffisamment de temps pour travailler sur ces thématiques.

La modification des représentations s'inscrit sur du long terme. Lorsque les jeunes relais sont formés au lycée et lorsqu'ils commencent à maîtriser la problématique, ils ont terminé leurs études.

III.3 Partenariats, coordination d'acteurs et gouvernance

Il est important que ces actions s'inscrivent dans la politique de la ville au niveau local et plus largement au niveau départemental. Ce qui permet de donner et renforcer leurs impacts auprès des jeunes.

Les actions doivent être portées par l'ensemble des acteurs des établissements concernés et être intégrées dans un projet d'établissement avec des relais internes et doit être intégré dans le projet de la structure qui accompagne l'établissement. Cela permet d'inscrire ces actions durablement et de pallier en partie au turn over important des professionnels. Une communication interne doit être mise en place notamment auprès des enseignants afin qu'il soit aussi porteur d'un message en toute bienveillance. La construction d'un livrable pour le public est essentielle et contribue à l'empowerment des jeunes et au renforcement de l'image de soi et des représentations sociales non discriminantes.

La constitution d'un groupe pour suivre les actions mises en place par les jeunes-relais est semble-t-il important.

D'autres acteurs pourraient être impliqués comme le service culturel de la mairie, la direction régionale de la jeunesse et de la cohésion sociale qui faciliterait la mise en place de spectacles vivant ou musiques. Des artistes pourraient être associés aux projets. D'autres acteurs financiers locaux pourraient être associer.

Pour donner une légitimité aux jeunes-relais, il est souhaitable qu'il soit accompagné et soutenu dans leur démarche de déploiement avec un espace et un temps reconnu...

Il est important de mettre en place un comité de suivi avec les acteurs impliqués directement ou indirectement ou des réunions régulières pour faire des points.

III.4 Impacts sur la structure

Lors de cette expérimentation, l'association ADER a mobilisé peu d'outils. Constituer un partenariat pour ces actions est essentiel. Pour répondre aux besoins de la population, ADER a initié une réflexion pour améliorer les méthodes et les outils d'intervention sur la construction du genre et les stéréotypes sexistes, en s'appuyant sur les ressources locales et en mobilisant les partenaires : GPS, Planning familial... Il s'agit d'adapter nos outils pour y intégrer la dimension des stéréotypes sexistes : animation, jeux de rôle, photo-langage.

Le partenariat est actuellement opérationnel et pérenne ce qui permet d'engager sur du long terme des actions en lien avec les besoins émergents de la Guyane. Ces besoins sont grandissants compte tenu de la particularité de la population : jeune et multiculturelle. Cependant, il reste à mettre en place une organisation en cas de turn over pour capitaliser les expériences et les retours d'expérience. L'évaluation par un consultant externe est une vraie valeur ajoutée et elle a permis d'avoir un retour sur les actions et d'en appréhender l'impact sur les jeunes et adultes à 6 mois. Elle a été aussi l'occasion semble-t-il d'une consolidation des questions hommes/femmes.

L'expérimentation a permis d'aborder les problématiques de santé sexuelle qui sont au cœur de nos missions d'une façon différente à travers les stéréotypes homme-femme. Les réflexions et les actions engagées sont essentielles pour la structure et pour la Guyane.

Les perspectives pour la structure sont nombreuses :

- Formation de formateurs pour les professionnels de l'association ;
- Poursuite de la formation des relais-jeunes en lien avec les partenaires ;
- Création d'outils pédagogiques notamment en s'appuyant sur les monographies réalisées par le consultant ;
- Participation web-radio ;
- Emergence de nouveaux projets autour des stéréotypes et genre et/ou de la violence faite aux femmes pour notre public ;
- Intégration de ces thématiques dans la prévention santé sexuelle.

Cette expérimentation nous a permis de toucher tous les publics jeunes et adultes, et aussi d'initialiser des actions auprès d'enfants ou préadolescents même si cela ne faisait pas partie du périmètre. Notre objectif est de toucher le public dès leur plus jeune âge dans les structures scolaires mais aussi en dehors.

Cette expérimentation a permis d'initialiser une méthode, des pratiques. Les différentes étapes et la réalisation des actions auprès d'un même public en discontinu et l'évaluation ont été importantes pour construire un changement de représentation pour une appropriation du contenu des actions.

Conclusion

Cette approche pour lutter contre les discriminations peut devenir la base de la construction de nouvelles actions pour promouvoir la santé sexuelle qui est le cœur de notre métier. Elle peut aussi être utilisée pour comprendre et lutter contre les violences faites aux femmes. Cette expérimentation a permis de nous interroger de nouveaux sur nos pratiques professionnelles et de les améliorer. L'évaluation réalisée par le consultant externe va alimenter nos réflexions et donner une autre dimension à nos actions en les conceptualisant. La concrétisation de cette monographie pourra nous servir d'outils que nous pourrons en retour enrichir avec nos actions. Ce sera pour nous un outil dynamique.

Annexes obligatoires à joindre au fichier :

- **Tableau 1 sur les publics** (à insérer à la fin du rapport)
- **Tableau 2 sur les actions** (à insérer à la fin du rapport)
- **Tableau 3 sur les outils** (à insérer à la fin du rapport)
- **Tableau 4 sur l'exécution financière** (à ne pas insérer au rapport)

Annexe 1 : Public

Restitution du porteur de projet
Annexe - Public visé par le projet
Nombre et caractéristiques des bénéficiaires et territoire d'intervention

Numéro du projet	APDOM4-13			Nom de la structure porteuse de projet		ADER
	Bénéficiaires entrés l'année 1	Bénéficiaires entrés l'année 2	Bénéficiaires entrés l'année 3	Bénéficiaires entrés pendant toute la durée du projet	Bénéficiaires ayant abandonnés ou ayant été exclus en cours de dispositif	
Nombre de bénéficiaires directement touchés par l'action						
Jeunes	73	52		125		
Adultes	57	47		104		
Nombre total de bénéficiaires	130	99	0	229		

Nombre de bénéficiaires directement touchés par l'action à l'entrée du dispositif, par caractéristiques		Bénéficiaires entrés pendant toute la durée du projet
1. Jeunes		
Âge		
Moins de 6 ans		
6-10 ans	25	
10-16 ans		
16-18 ans	15	
18-25 ans	85	
Autres : (préciser)		
Autres : (préciser)		
Situation		
Élèves en pré-élémentaire		
Élèves en élémentaire	25	
Collégiens		
Lycéens en LEGT		
Lycéens en lycée professionnel	84	
Jeunes apprentis en CFA		
Étudiants du supérieur		
Demandeurs d'emploi		
Actifs occupés		
Autres : service civique	10	
Autres : jeunes déscolarisés	6	
Niveau de formation		
Infra V	31	
Niveau V	94	
Niveau IV		
Niveau III		
Niveau II		
Niveau I		
Sexe		
Filles	61	
Garçons	64	
2. Adultes		
Qualité		
Parents		
Enseignants		
Conseillers d'orientation-psychologues		
Conseillers principaux d'éducation		
Conseillers d'insertion professionnelle	2	
Animateurs	48	
Éducateurs spécialisés		
Autres : bénévoles de l'association- professionnels des établissements scolaires en dehors des enseignants	23	
Autres : stands de prévention et animations grand public	31	

Autre information concernant les bénéficiaires directement touchés par l'action à l'entrée du dispositif		Réalisation
1. Les jeunes bénéficiaires sont-ils inscrits et suivis par la mission locale (ML) ?		
Oui, tous les bénéficiaires directs sont inscrits et suivis par la ML		
Oui, une partie des bénéficiaires directs est inscrite et suivie par la ML		
Non, aucun bénéficiaire direct n'est inscrit et suivi par la ML		
Echelle et territoire d'intervention de l'action mise en place		
1. L'action que vous menez dans le cadre du projet est-elle à l'échelle :		
Communale (une ou plusieurs communes dans un même département)		
Départementale (un ou plusieurs départements dans une même région)		Départementale
Régionale (une seule région)		
Inter-régionale (2 et 3 régions)		
Nationale (plus de 3 régions) ?		
2. Votre territoire d'intervention inclut-il des quartiers politique de la ville ?		
Oui, la totalité de mon territoire d'intervention est en quartiers politique de la ville		
Oui, une partie de mon territoire d'intervention est en quartiers politique de la ville		Oui, une partie de mon territoire
Non, mon territoire d'intervention n'inclut pas de quartiers politique de la ville		

Remarques

Le ratio fille/garçons parmi les jeunes est à confirmer auprès de l'animateur. D'autre part, nous ne disposons pas d'informations concernant une éventuelle inscription à la mission locale des jeunes touchés, mais nous l'évaluons comme étant minime car la majorité des jeunes est scolarisée.

Annexe 2 : actions

Restitution finale du porteur de projet
Annexe 2 - Calendrier de déroulement de l'expérimentation - Actions mises en œuvre

Numéro du projet	Description synthétique de chaque action	Durée en mois	Ressources humaines mobilisées			Ressources matérielles mobilisées		
			Effectifs	ETP	Type de personnel concerné (qualifications)	Achats	Prestations de services	Autre (préciser)
	<i>APDOM 13</i>							
1. Préparation du projet	SEPTEMBRE 2014 à JANVIER 2015							
Action n°1	Préparation du projet			1				
Action n°2	expérimentation de session de formation			1				
Action n°3								
Action n°4								
Action n°5								
Action n°6								
Action n°7								
Action n°8								
Action n°9								
Action n°10								
2. Mise en œuvre du projet	septembre 2015-octobre 2016							
Action n°1	Sessions d'éducation à la sexualité dans les établissements scolaires	12		1	Animateurs	matériel d'animation		
Action n°2	6 Sessions par classe au lycée Elie Castor	6		1	Animateur et coordinateur	matériel d'animation	Infographiste	Réalisation d'une affiche
Action n°3	Sessions de sensibilisation dans d'autres structures accueillant des jeunes	1		1	Animateur et coordinateur			
Action n°4	Formation auprès des bénévoles (2 formations)	1		1	Animateur et coordinateur			
Action n°5	Formation auprès des professionnels relayés par la DJSCS	1		1	Animateur et coordinateur			
Action n°6	Formation professionnels	1		1	Animateur et coordinateur			
Action n°7	Formation des animateurs	1		1	Animateur et coordinateur			
Action n°8	Théâtre de l'entonnoir	1		1	coordinateur			
Action n°9								
Action n°10								
3. Achèvement du projet	décembre 2016 à janvier 2017							
Action n°1	Evaluation du projet avec un consultant externe							
Action n°2	Rédaction des bilans	1		1	Coordinateur			
Action n°3	Préparation du bilan externe avec le consultant externe	1		1				
Action n°4	Rencontre avec les partenaires du Lycée Elie Castor	1		1				
Action n°5								
Action n°6								
Action n°7								
Action n°8								
Action n°9								
Action n°10								

Restitution finale du porteur de projet
Annexe 3 - Liste des outils développés dans le cadre de l'expérimentation

Numéro du projet		APDOM4_13				
Nom de l'outil	Fonction (préciser si ce sont des outils de pilotage, de suivi, de communication, de formation, de sensibilisation, etc.)	Utilisateurs ou destinataires	Format (papier, électronique, etc.)	Transférable en dehors de l'expérimentation (oui/non)		
1	Et si ... les scénario contre les discriminations	Outil de formation	Film	OUI		
2	813,Zones_de_tolerance_cartes	Outil de formation	Jeux	OUI		
3	Tableau Avis Homme/femme	Outil de formation	feuille	OUI		
4	Outil sur les discriminations	Outil de formation	Jeux	OUI		
5	Questions thématiques sur les discriminations	Outil de formation	Question	OUI		
6	Brain storming	Outil de créativité		OUI		
13	Photolangage	Outil de créativité	photos	OUI		
14	Diaporama	Sensibilisation - Information - apports théoriques	power point	OUI		
15	Réflexions et échanges interactifs	Confrontation des croyances et des représentations		OUI		
16	Jeux de rôle	Mise en situation		OUI		
17	Le "PSADRAFA" educasol	outils d'intervention		OUI		
18	Présentation croisée	outil d'inclusion		OUI		
19	"Non harcèlement" Comprendre pour agir le harcèlement à				Ecole secondaire	
20	LUCIDE Module Jeunes Genre " Discrimination sexiste - Apprendre à voir, agir pour soi et pour les	Guide d'animation			JEUNES	OUI



Fonds d'Expérimentation pour la Jeunesse

Ministère de la Ville, de la Jeunesse et des Sports

Direction de la Jeunesse, de l'Éducation Populaire et de la Vie Associative
Institut National de la Jeunesse et de l'Éducation Populaire
Mission d'animation du Fonds d'Expérimentation pour la Jeunesse

95, avenue de France – 75650 Paris cedex 13

Téléphone : 01 40 45 93 22

www.experimentation.jeunes.gouv.fr